

28 avril 2015 - Coordonation47 (communiqué du 16 avril 2015)

GPSO : LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax

Les suites de l'Enquête Publique sur fond de déni de démocratie

Le 14 avril 2015 à Cahors, François Hollande a rencontré Martin Malvy lors de la signature du Contrat de Plan État Région. Le Chef de l'État a parlé du projet de LGV Bordeaux-Toulouse en évoquant uniquement des « **interrogations à la suite de l'avis de la Commission d'Enquête Publique.** »

Il a évité de prononcer les mots « **Avis défavorable** », conclusion de l'enquête publique qui met en cause le fond du dossier et le manque d'étude sérieuse sur l'alternative de modernisation de la ligne existante. Il n'a pas non plus été question des 20 000 contributions à l'enquête publique dont 92 % ont donné un avis négatif sur ce projet.

Le Chef de l'État a indiqué, comme si les 9 mois de travail des 21 commissaires enquêteurs avait été oublié, qu'une décision serait prise rapidement après les avis de RFF et du Conseil d'État
pour respecter le calendrier

Cela veut-il dire que la décision politique de poursuivre ce projet est déjà prise ? Cela veut-il dire qu'il ne sera tenu compte ni de la conclusion de l'enquête publique, ni de l'avis de la Cour des Comptes, ni de celui de la population ayant contribué ?

Suite aux événements dramatiques de Sivens, le Chef de l'État a annoncé le lancement d'un chantier pour promouvoir un nouveau modèle de «

démocratie participative

» afin de garantir que pour chaque grand projet d'aménagement du territoire tous les points de vue sont à considérer et que toutes les alternatives ont été étudiées.

D'un côté, suite à des événements tragiques, le Chef de l'État prône la plus grande participation des citoyens aux décisions sur les grands projets. De l'autre, face à ses amis ou sa famille politique, le Chef de l'État bafoue la démocratie d'un revers de main en déclarant que la décision de l'État serait rapide pour respecter le calendrier. De plus, il anticipe l'avis du Conseil d'État.

Le même jour, le Secrétaire d'État aux Transports, Alain Vidalies, a reçu Martin Malvy, président de la Région Midi-Pyrénées, Alain Rousset, président de la Région Aquitaine, Alain Juppé, maire de Bordeaux et Michel Aujoulat, vice-président de Toulouse Métropole :

« Nous souhaitons tout mettre en œuvre pour que le gouvernement dispose de l'expertise et de la compétence des services de nos collectivités pour le convaincre de ne pas suivre l'avis rendu par la commission d'enquête. »

Nous dénonçons cette méthode qui consiste à ne prendre en compte que la légitimité des élus représentatifs et qui laisse aux citoyens essentiellement le soin de donner leurs avis sur la couleur du papier peint puisque l'élu, soi-disant compétent et visionnaire, a déjà tranché sur l'utilité de l'investissement et sur l'intérêt général d'un tel projet.

Pour les citoyens, si un nouveau déni de démocratie survient du fait du gouvernement, en cédant aux pressions d'élus lobbyistes, ne serait-ce pas là le véritable « scénario de l'inacceptable

» tuant alors toute illusion quant au concept de « démocratie participative » ?